

Développement humain et économique : priorités pro-pauvres

Les progrès technologiques ont eu sur le monde un effet unificateur sans précédent. La circulation des gens et des capitaux au niveau mondial s'accompagne d'échanges culturels plus intenses qu'ils ne l'avaient jamais été et place les responsables politiques devant des problèmes d'une complexité croissante, qu'il s'agisse de faire face aux carences en matière de sécurité ou de lutter contre la propagation des maladies. En même temps, nous assistons à un phénomène de creusement des disparités : plus de 120 pays n'ont connu qu'une croissance négligeable ou se sont appauvris au cours de la décennie écoulée.

Si dans certains pays les bourses des valeurs ont dégagé des bénéfices considérables, le fardeau de la dette s'est appesanti dans des proportions intenable dans d'autres. Dans certains des pays les plus pauvres, le service de la dette dépasse de loin les dépenses publiques de santé et d'éducation, à une époque où les revenus subissent le choc de la chute des recettes d'exportation et du fléchissement de l'aide, encore que cette dernière tendance se soit inversée en 2002. La transition qui mène à l'instauration d'une économie de marché n'a pas toujours été bien gérée et de nombreux obstacles continuent de s'opposer à l'accès au marché mondial. Les femmes, phénomène universel, restent plus pauvres que les hommes. Et même dans les pays qui connaissent un développement général, il subsiste de profondes poches de pauvreté et des groupes entiers laissés pour compte. Dans d'autres pays, la lenteur de la croissance économique s'accompagne de troubles civils et d'une inquiétante propagation du VIH/sida, reléguant ainsi des millions de gens à la limite de la survie.

La technologie, en tant que moteur de la mondialisation et de la croissance économique, est porteuse d'espoirs en matière de développement, compte tenu en particulier de la diminution de son coût. Mais les promesses de la technologie ne se réalisent pas toujours en raison des limites d'accès et des insuffisances de

l'infrastructure. Les ordinateurs ne marchent pas sans électricité; l'accès à Internet exige une ligne téléphonique.

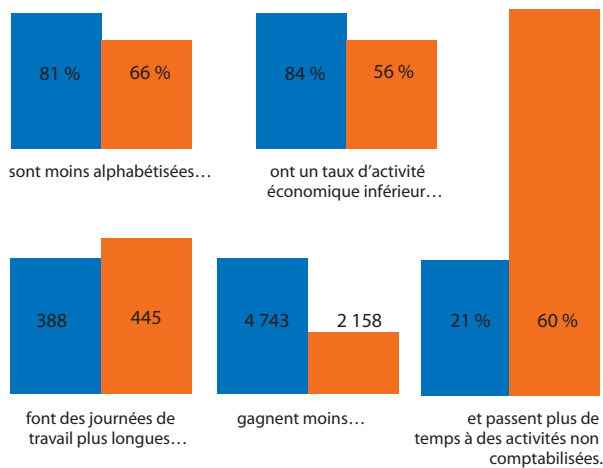
Les interventions du PNUD

Les stratégies élaborées au niveau des pays pour lutter contre la pauvreté, sur la base d'une évaluation des besoins effectuées par les pays eux-mêmes, sont des instruments efficaces de développement humain et économique durable. Le PNUD plaide en faveur de telles stratégies et aide à les renforcer en y intégrant les voix des femmes et des pauvres, en élargissant la portée des avoirs et des possibilités et en conseillant les gouvernements sur les arrangements qu'ils concluent avec les institutions financières internationales. En 2002, nous avons appuyé dans plus de 60 pays en développement l'élaboration et la mise en œuvre de documents stratégiques de réduction de la pauvreté, initiatives de la Banque mondiale et du FMI conçues pour aider les pays les plus pauvres à définir des programmes de développement national. Nous avons inclus, dans le cadre de notre appui, un partage d'expériences concernant l'alignement de ces initiatives sur les OMD.

Sur toute la ligne, nous soulignons l'importance de la prise en compte de la pauvreté humaine, qui ne se limite pas à la simple pauvreté monétaire et qui englobe les questions liées à l'équité, à l'inclusion sociale, à l'autonomisation des femmes et aux droits de la personne. Ces questions font l'objet d'une analyse détaillée dans notre *Rapport mondial sur le développement humain*, de renommée internationale, selon une approche que les rapports nationaux et régionaux sur le développement humain adoptent également de plus en plus. Pour faire en sorte que la mondialisation s'applique au niveau du terrain, et pour le bénéfice de tous, nous plaidons aussi en faveur de réformes des échanges commerciaux et d'arrangements d'investissement qui permettront aux gens de se libérer du carcan de la pauvreté. En 2002, nous avons œuvré avec des fondations

SCORES DES FEMMES SELON LES MESURES STANDARD DE « VALEUR »

Par rapport aux hommes, les femmes des pays en développement...



Source : *Rapport mondial sur le développement humain 2003*



À Madagascar et dans 25 autres pays, le PNUD tire parti de l'expertise du FENU en microfinances en faveur des femmes. C'est ainsi que Rasofo Bertine a lancé un commerce de traiteur.

FENU – À petits appuis, grands résultats

Le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) offre des appuis financiers de petite envergure, principalement dans les pays les moins avancés (PMA). Avec le PNUD, il intervient dans les domaines de la gouvernance locale et du microfinancement et aide les pays à s'acquitter des engagements internationaux pris dans le cadre du Programme d'action pour les PMA ainsi qu'en ce qui concerne les OMD.

Dans le domaine de la gouvernance locale, le FENU appuie des projets pilotes de petite envergure avec les représentants élus des pouvoirs publics locaux décentralisés. Ces projets permettent de mobiliser des ressources internationales, nationales et locales et constituent une préparation à une reproduction à grande échelle. En matière de microfinancements, si les apports du FENU sont concentrés sur les PMA, le Groupe spécial de microfinancement du Fonds dispense une assistance technique au niveau de

l'ensemble du PNUD. Un récent examen effectué par le Groupe consultatif pour l'aide aux plus pauvres, consortium d'organismes donateurs appuyant les microfinancements, a reconnu la valeur des excellents services techniques, de renommée mondiale, du groupe de microfinancement du FENU.

En 2002, le FENU a alloué 17,6 millions de dollars à 55 projets entrepris dans 28 PMA. Malgré les excellents résultats obtenus par ses programmes, comme l'a constaté son Conseil d'administration, les contributions aux ressources de base du FENU se sont révélées insuffisantes. En septembre 2002, le conseil a fixé la cible de mobilisation de ces ressources à 30 millions de dollars par an. Faisant fond sur la réalisation de presque toutes les recommandations d'une évaluation externe de 1999, le FENU a réaffirmé sa détermination d'atteindre cette cible en 2003.

et d'autres partenaires pour stimuler le débat en appuyant la publication d'études sur des sujets tels que le commerce mondial et les biens publics mondiaux.

Dans le domaine critique des TIC, le PNUD cherche en permanence à intégrer la technologie dans les stratégies de réduction de la pauvreté. En réunissant les partenaires du secteur public et du secteur privé, nous forgeons des programmes d'un coût abordable permettant d'accéder aux TIC, adaptés à chaque pays. Au cours de l'année écoulée, d'abord en Malaisie puis en Bolivie, nous avons lancé un programme novateur d'e-apprentissage pour la vie avec la *Coca-Cola Company*. Dans les Îles Salomon, le réseau « Les gens d'abord » s'est vu décerner plusieurs prix reconnaissant la valeur de ses pratiques. Il a permis aux gens vivant dans 850 îles de communiquer pour la première fois par un réseau de courrier électronique peu coûteux, leur apportant ainsi d'innombrables possibilités commerciales et en matière d'éducation et réduisant les tensions ethniques par l'échange d'informations.

Madagascar – Crédit et avenir

Les pauvres n'ont souvent pas accès aux services financiers, sauf à des taux usuraires auprès des prêteurs d'argent. C'est pourquoi l'une des composantes clés de la stratégie du PNUD pour lutter contre la pauvreté à Madagascar consiste à les aider à accéder à d'autres sources de crédit. Ici, comme dans 25 autres pays, notre programme MicroStart est mis en œuvre à cette fin par le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU). Il ouvre des possibilités à des personnes actives, telles que Voavonjy Tirisoa. Avec un prêt obtenu en 1999 et quelques poignées de riz qu'elle a mis à bon usage, elle peut désormais subvenir aux besoins de base et à l'éducation de ses enfants, rêves qui seraient autrement restés inaccessibles pour elle. Elle a fait la preuve de ses qualités d'entrepreneur et a contracté des emprunts successifs plus importants qui lui ont permis d'accroître progressivement ses moyens d'existence.

Plus de 11 000 femmes ont bénéficié comme elle du programme MicroStart à Madagascar et ont échappé à la pauvreté, essentiellement par la création de petites entreprises commerciales. Le PNUD œuvre en étroite partenariat avec des ONG et des institutions financières qui ont l'expérience d'activités en milieu rural. Nous demandons aux bénéficiaires de se réunir pour garantir mutuellement le remboursement de leurs prêts – le taux de remboursement est de 95 % – et nous leur dispen-

sons une formation à la gestion des projets mais aussi dans les domaines de la santé et de l'éducation des enfants.

Ces enseignements portent leurs fruits. « L'éducation de mes enfants est absolument essentielle, dit Mme Tirisoa, car c'est tout ce que j'ai à leur laisser en héritage. »

Honduras – Du financement initial à l'épanouissement d'un réseau

Le Honduras, pays extrêmement pauvre, exposé aux tempêtes tropicales et en phase de transition économique comportant un certain nombre de risques, a peu de lignes téléphoniques et encore moins de connexions à Internet. Pourtant, la puissance des technologies de l'information est présente ici. Des fonds de lancement du PNUD ont transformé le Réseau du développement durable (RDS) hondurien en un puissant système d'information pour la société civile et pour l'ensemble du pays.

Le RDS, établi en 1994 avec l'appui du PNUD, s'est développé après le passage de l'ouragan Mitch qui a détruit deux millions de maisons en 1998. De multiples ONG ont pris contact avec le réseau après la catastrophe et ont lancé des appels par courrier électronique qui ont amené instantanément une aide internationale.

Jusqu'à une date récente, le RDS était le seul serveur offrant un accès local à Internet. Avec sa liste de membres qui continue de s'allonger, rassemblant des entités de la société civile, du secteur gouvernemental, du secteur privé et de l'enseignement, il reste une organisation à but non lucratif déterminée à recueillir les avantages de la technologie en faveur du développement. Des listes de distribution électroniques permettent de diffuser de l'information sur le développement jusque dans les régions les plus reculées et un site Web héberge des forums de discussions sur des questions telles que les droits de l'homme et la dette extérieure.

Aujourd'hui, le PNUD fournit surtout une assistance technique au RDS, mais avec ses antécédents, celui-ci a pu obtenir des fonds auprès d'autres sources. L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a financé un projet de suivi des politiques agricoles et la Banque inter-américaine de développement participe à l'établissement de centres de technologie ruraux. La directrice du RDS Raquel Isaula Peralta a déclaré : « Depuis Mitch, les TIC ne sont plus un luxe mais une nécessité. »